

F. 97 — 1004

[S - C - 97/29(78)]

17 MARS 1997. — Décret fixant le statut des commissaires auprès des hautes écoles (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Définitions**Article 1^{er}.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1. Le Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

2. Le commissaire : un des commissaires auprès des hautes écoles de caractère confessionnel ou un des commissaires auprès des hautes écoles de caractère non confessionnel visés à l'article 36 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

CHAPITRE II. — Dispositions générales**Art. 2.** La fonction d'un commissaire est une fonction principale à prestations complètes dans le respect de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.**Art. 3.** Lors de son entrée en fonction, le commissaire, s'il ne l'a pas fait auparavant dans l'exercice d'une autre fonction, prête serment suivant les règles fixées par le Gouvernement en exécution de l'article 28, 5°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.**Art. 4.** Les frais de parcours résultant de déplacements effectués par le commissaire dans l'exercice de sa fonction sont couverts dans les formes et les conditions fixées par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Les frais de séjour du commissaire dans l'exercice de sa fonction sont couverts dans les formes et les conditions fixées par l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

Art. 5. Le Gouvernement accorde au commissaire une bonification d'ancienneté correspondant au nombre d'années de son expérience professionnelle en prenant en compte les services admissibles tels que visés à l'article 16 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé au Ministère de l'Instruction publique. Cette expérience doit être prouvée. Si cette bonification est octroyée une fois, elle est acquise définitivement au commissaire et fait partie du traitement annuel auquel il a droit selon son ancienneté pécuniaire acquise.**CHAPITRE III. — Des devoirs et des incompatibilités****Art. 6.** Le commissaire a, en toutes circonstances, le souci constant des intérêts de la Communauté française de Belgique.**Art. 7.** Dans l'exercice de sa fonction, il accomplit personnellement et consciencieusement les obligations qui lui sont imposées par les lois, décrets, arrêtés et règlements.**Art. 8.** Il est tenu à la correction la plus stricte tant dans ses rapports de service que dans ses relations avec les personnels des hautes écoles et toute autre personne étrangère au service. Il évite tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de sa fonction.**Art. 9.** Il fournit les prestations nécessaires à la conduite des missions qui lui sont confiées par le Gouvernement. Il ne peut suspendre l'exercice de sa fonction sans autorisation préalable du Gouvernement.**Art. 10.** Il ne peut révéler les faits dont il aurait eu connaissance en raison de sa fonction et qui auraient un caractère secret.**Art. 11.** Il ne peut solliciter, exiger ou recevoir directement ou par personne interposée, même en dehors de sa fonction, mais à raison de celle-ci, des dons, cadeaux, gratifications ou avantages quelconques.**Art. 12.** Il ne peut se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution, les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité. Il ne peut adhérer ni prêter son concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.**Art. 13.** En cas de constatation d'une incompatibilité visée à l'article 37 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, le Gouvernement informe le commissaire par lettre recommandée, dans un délai de trois jours.

Le commissaire peut, par envoi recommandé, contester cette incompatibilité dans un délai de trois jours.

Le Gouvernement désigne alors un fonctionnaire général qui entend le commissaire.

L'audition mentionnée à l'alinéa précédent a lieu au plus tôt dans les trois jours et au plus tard dans les quinze jours suivant la date à laquelle l'incompatibilité a été contestée.

Au cours de l'audition, le commissaire peut se faire assister ou représenter par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement, en service ou retraité, ou encore par un délégué d'une organisation syndicale représentative selon l'arrêté royal du 28 septembre 1984, portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats relevant de ces autorités.

Le Gouvernement décide après avoir pris connaissance du rapport que lui fait le fonctionnaire général dans les trois jours suivant l'audition du commissaire.

(1) Session 1996-1997.

Documents du Conseil. — Projet de décret : 138, n° 1. — Rapport : 138, n° 2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 mars 1997.

CHAPITRE IV. — *Du régime disciplinaire*

Art. 14. Les sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées par le Gouvernement au commissaire qui manque à ses devoirs sont :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° la réprimande;
- 3° la retenue sur traitement;
- 4° la démission d'office;
- 5° la révocation.

Art. 15. La retenue sur traitement est appliquée pendant un mois au minimum et trois mois au maximum. Elle ne peut excéder le cinquième du traitement brut.

Art. 16. Aucune sanction ne peut être prononcée sans que le commissaire ait été, au préalable, entendu ou interpellé par un fonctionnaire désigné par le Gouvernement et ayant au moins le rang de fonctionnaire général.

Préalablement au prononcé de la sanction visée à l'alinéa 1^{er}, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement lui fait rapport.

Au cours de l'audition, le commissaire peut se faire assister ou représenter par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement, en service ou retraité, ou encore par un délégué d'une organisation syndicale représentative selon l'arrêté royal du 28 septembre 1984, portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats relevant de ces autorités.

Art. 17. Aucune sanction ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Art. 18. L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaires, sauf dans le cas de flagrant délit ou si les faits établis, liés à l'activité professionnelle, sont reconnus par le commissaire. Quel que soit le résultat de l'action pénale, le Gouvernement reste juge dans l'application des sanctions disciplinaires.

Toutefois, le Gouvernement est, dans cette appréciation, lié par la matérialité des faits définitivement établie par la décision pénale.

Art. 19. La sanction disciplinaire est effacée d'office du dossier au terme d'un délai :

- 1° d'un an pour le rappel à l'ordre et la réprimande;
- 2° de trois ans pour la retenue sur traitement.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} commence à courir au prononcé de la sanction disciplinaire.

CHAPITRE V. — *De la suspension préventive*

Art. 20. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service le requiert, le commissaire peut être suspendu préventivement par le Gouvernement :

- 1° s'il fait l'objet de poursuites judiciaires;
- 2° si une procédure disciplinaire est engagée contre lui par le Gouvernement;
- 3° avant l'exercice éventuel de poursuites disciplinaires.

§ 2. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est motivée.

Pendant la durée de la suspension préventive, le commissaire reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Le Gouvernement, lorsqu'il envisage de prendre une mesure de suspension préventive à l'égard d'un commissaire, lui notifie cette intention, en indiquant les motifs, par lettre recommandée à la poste et accusé de réception. Cette lettre contient une invitation faite à l'intéressé de comparaître devant un ou plusieurs délégués du Gouvernement. La comparution a lieu au plus tôt dans les trois jours et au plus tard dans les quinze jours suivant la date à laquelle la lettre recommandée lui a été adressée.

Le commissaire est déchargé de ses attributions dès réception de la lettre recommandée dont question ci-avant.

Toutefois, ce dernier peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ par le Gouvernement dans les cas de flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable que le commissaire soit immédiatement relevé de ses fonctions.

Le commissaire peut se faire assister ou représenter à l'audition dont question à l'alinéa 1^{er}, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement en service ou à la retraite, ou par un délégué d'une organisation syndicale représentative en vertu de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats relevant de ces autorités.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition et même si l'intéressé ou son représentant n'a pas été entendu, le Gouvernement communique sa décision à l'intéressé. Le défaut de comparution de l'intéressé ou de son représentant n'empêche pas la poursuite de la procédure.

§ 4. La suspension préventive a pour effet d'écarter le commissaire de ses fonctions. Elle ne peut excéder la durée d'un an et expire après six mois si le Gouvernement n'a formulé aucune proposition de sanction disciplinaire dans ce délai.

Par ailleurs, la mesure de suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation par recommandé, tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le commissaire concerné réintègre ses fonctions après en avoir informé le Gouvernement par lettre recommandée au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective de ses fonctions.

Après réception de cette notification, le Gouvernement peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite ci-avant.

Par exception aux alinéas 1^{er} et 2, lorsque le commissaire fait l'objet de poursuites judiciaires, la suspension préventive peut être prolongée jusqu'au terme des procédures.

Art. 21. Le traitement brut de tout commissaire suspendu préventivement qui fait l'objet de poursuites pénales ou d'une action disciplinaire en raison d'une faute grave, pour laquelle il y a, soit flagrant délit, soit des indices sérieux de culpabilité, est réduit de moitié sur décision motivée du Gouvernement.

Cette décision ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant de l'allocation de chômage à laquelle le commissaire concerné pourrait prétendre s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Art. 22. § 1^{er}. La mesure de réduction de traitement prévue à l'article 21 est rapportée en même temps qu'il est mis fin à la suspension préventive, sauf si la décision relative à l'action disciplinaire conduit à une démission d'office ou une révocation.

Lorsque la réduction de traitement est rapportée, le commissaire qui en a fait l'objet perçoit le complément de traitement afférent à la période de suspension.

§ 2. Les sommes perçues par le commissaire durant la suspension préventive lui restent acquises.

CHAPITRE VI. — *De la cessation définitive des fonctions*

Art. 23. Le commissaire est démis de ses fonctions d'office et sans préavis :

1° s'il cesse de répondre aux conditions visées à l'article 35 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement de hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

2° si, après une absence autorisée, il néglige, sans motif valable, de reprendre son service et reste absent pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

3° s'il abandonne son emploi sans motif valable et reste absent pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'il se trouve dans la situation où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

5° s'il est constaté qu'une incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi, au décret ou au règlement le met hors d'état de remplir convenablement ses fonctions;

6° s'il démissionne volontairement;

7° s'il est admis à la retraite pour limite d'âge ou pour inaptitude physique;

8° s'il est démissionné d'office ou révoqué conformément à l'article 14 du présent décret;

9° s'il refuse, après épuisement éventuel de la procédure prévue à l'article 13, de mettre fin à une incompatibilité visée à l'article 37 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

En cas de démission volontaire, le commissaire ne peut abandonner son service qu'après y avoir été préalablement autorisé ou après un préavis de trente jours.

CHAPITRE VII. — *Des positions administratives*

Art. 24. Le commissaire est dans une des positions administratives suivantes :

1° en activité de service;

2° en non-activité;

3° en disponibilité.

Art. 25. Le commissaire est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Art. 26. Le commissaire en activité de service a droit à un traitement et à l'avancement de traitement dans les mêmes conditions que le personnel directeur et enseignant des hautes écoles de la Communauté française.

Le commissaire peut obtenir un congé, dans les mêmes conditions que le personnel directeur et enseignant des hautes écoles de la Communauté française, à l'exception du congé pour interruption de la carrière professionnelle.

Art. 27. Le commissaire est dans la position de non-activité :

1° lorsque, aux conditions fixées par le Gouvernement, il accomplit, en temps de paix, certaines prestations militaires ou est affecté à la protection civile;

2° lorsque, pour des raisons familiales, il est autorisé par le Gouvernement à s'absenter pour une période de longue durée.

Art. 28. Le commissaire qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement, sauf disposition formelle contraire.

Art. 29. Le commissaire ne peut être mis ou maintenu en non-activité après la fin du mois où il atteint l'âge de soixante ans s'il compte trente années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

Art. 30. Le commissaire peut être mis en position de disponibilité aux conditions fixées par le Gouvernement :

1° pour mission spéciale;

2° pour convenances personnelles;

3° pour convenances personnelles précédant la pension de retraite;

4° pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité.

Art. 31. Des traitements peuvent être alloués au commissaire mis en disponibilité selon les modalités que le Gouvernement détermine. Ces traitements sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des commissaires en activité de service.

Art. 32. Le commissaire ne peut être mis ou maintenu en disponibilité après la fin du mois où il atteint l'âge de soixante ans s'il compte trente années de service admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

La disposition de l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux commissaires mis en disponibilité pour mission spéciale.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 33. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 1^{er}, 2, 4 et 5 qui produisent leurs effets le 1^{er} septembre 1996.

Art. 34. L'article 38 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 mars 1997.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

VERTALING

N. 97 — 1004

[S - C - 97/341]

17 MAART 1997. — Decreet tot vaststelling van het statuut van de commissarissen bij de hogescholen (1)

HOOFDSTUK I. — *Omschrijvingen*

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient men te verstaan onder :

1. De Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

2. De commissaris : een van de commissarissen bij de Hogescholen van confessionele aard of een van de commissarissen bij de Hogescholen van niet-confessionele aard, bedoeld in artikel 36 van het decreet d.d. 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Het ambt van commissaris is een hoofdamt met volledige prestaties, met inachtneming van het koninklijk besluit d.d. 15 april 1958 houdende het geldelijk statuut van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het ministerie van Openbaar Onderwijs.

Art. 3. Bij zijn indiensttreding legt de commissaris de eed af, indien hij zulks niet vroeger deed bij de uitoefening van een ander ambt, volgens de door de Regering vastgelegde regels, ter uitvoering van artikel 28, 5^o, van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Art. 4. De vervoerkosten die voortvloeien uit door de commissaris verrichte verplaatsingen bij de uitoefening van zijn ambt worden gedekt in de vorm en onder de voorwaarden die door het koninklijk besluit d.d. 18 maart 1965 houdende de algemene regeling inzake de vervoerkosten werden vastgelegd.

De verblijfkosten van de commissaris bij de uitoefening van zijn ambt worden gedekt in de vorm en onder de voorwaarden die door het koninklijk besluit d.d. 29 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen voor verblijfkosten van de personeelsleden van de ministeries werden vastgelegd.

Art. 5. De Regering kent de commissaris een anciënniteitstoelage toe die overeenstemt met het aantal jaren van zijn beroepservaring door rekening te houden met de toelaatbare diensten zoals bedoeld in artikel 16 van het koninklijk besluit d.d. 15 april 1958 houdende het gedeltelijk statuut van het onderwijzend, wetenschappelijk en hiermee gelijkgesteld personeel van het ministerie van openbaar Onderwijs. Deze ervaring moet worden bewezen. Indien deze toelage een keer wordt toegekend, wordt deze definitief verworven voor de commissaris en maakt ze deel uit van de jaarlijkse wedde waarop hij recht heeft volgens zijn verworven geldelijke anciënniteit.

HOOFDSTUK III. — *Plichten en onverenigbaarheden*

Art. 6. De commissaris heeft in alle omstandigheden de bestendige bekommernis de belangen van de Franse Gemeenschap van België te behartigen.

Art. 7. Bij de uitoefening van zijn ambt vervult hij persoonlijk en zorgvuldig de verplichtingen die hem door de wetten, decreten, besluiten en reglementen worden opgelegd.

Art. 8. Hij wordt ertoe gehouden streng correct te zijn in zijn dienstverhoudingen zowel met de personeelsleden van de Hogescholen als met elke persoon buiten de dienst. Hij vermijdt alles wat de eer of de waardigheid van zijn ambt in het gedrang kan brengen.

Art. 9. Hij presteert alles wat nodig is voor het tot een goed einde brengen van de hem door de Regering toevertrouwde opdrachten.

(1) Zitting 1996-1997.

Documenten van de Raad. — Ontwerp van decreet : Nr 138, nr. 1. — Verslag : Nr 138, nr. 2.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 maart 1997.

Art. 10. Hij mag de feiten waarvan hij op grond van zijn opdracht kennis heeft gekregen niet onthullen die een geheim karakter hebben.

Art. 11. Rechtstreeks of onrechtstreeks of door toedoen van iemand, zelfs buiten zijn ambt maar op grond hiervan mag hij geen gift, cadeau, gratificatie of voordeel vragen, eisen of ontvangen.

Art. 12. Hij mag geen andere bezigheid hebben die in strijd is met de grondwet of de wetten van het Belgisch volk, of die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid nastreeft of die 's lands verdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België met het oog op zijn veiligheid in het gedrang brengt. Hij mag niet toetreden tot of zijn medewerking verlenen aan een beweging, groepering of vereniging die gelijkaardige activiteiten heeft.

Art. 13. Bij vaststelling van een onverenigbaarheid bedoeld in artikel 97 van het decreet d.d. 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen verwittigt de Regering de commissaris per aangetekende brief binnen een termijn van drie dagen.

De commissaris mag per aangetekende brief deze onverenigbaarheid binnen een termijn van drie dagen betwisten.

De Regering stelt dan een topambtenaar aan die de commissaris verhoort.

Het in vorig lid vermelde verhoor heeft plaats ten vroegste binnen drie dagen en ten laatste binnen vijftien dagen die volgen op de datum waarop de onverenigbaarheid werd vastgesteld.

Tijdens het verhoor mag de commissaris zich doen bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat of door een verdediger gekozen onder de personeelsleden van het onderwijs in dienst of op pensioen, of ook door een afgevaardigde van een representatieve vakbond in de zin van het koninklijk besluit d.d. 28 september 1984 ter uitvoering van de wet d.d. 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

De Regering beslist na kennis te hebben genomen van het verslag dat de topambtenaar haar uitbrengt binnen drie dagen die op het verhoor van de commissaris volgen.

HOOFDSTUK IV. — *Tuchtregeling*

Art. 14. De tuchtstraffen die kunnen worden opgelegd door de Regering ten opzichte van de Commissaris die zijn plichten niet nakomt, zijn :

- 1° de terechtwijzing;
- 2° de berisping;
- 3° de afhouding op de wedde;
- 4° het ontslag van ambtswege;
- 5° de afzetting.

Art. 15. De afhouding op de wedde wordt tijdens ten minste een maand en ten hoogste drie maanden toegepast. Ze mag geen vijfde van de brutowedde overschrijden.

Art. 16. Geen sanctie mag uitgesproken worden zonder dat de commissaris vooraf werd verhoord of hem opheldering werd gevraagd door een door de regering aangestelde ambtenaar die de rang van topambtenaar heeft.

Voor het uitspreken van de in lid 1 bedoelde sanctie moet de door de Regering aangestelde topambtenaar haar verslag uitbrengen.

Tijdens het verhoor mag de commissaris zich doen bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat of door een onder de personeelsleden van het onderwijs gekozen verdediger, in actieve dienst of op rust gesteld, of door een afgevaardigde van een representatieve vakbond, in de zin van het koninklijk besluit d.d. 28 september 1984 ter uitvoering van de wet d.d. 19 september 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Art. 17. Geen tuchtstraf mag uitwerking hebben voor de periode die aan de uitspraak voorafgaat.

Art. 18. De strafvordering betreffende de feiten die het voorwerp zijn van een tuchtvordering heeft tot gevolg een schorsing van bedoelde vordering en van de tuchtspraak, behalve in het geval dat het personeelslid op heterdaad betrapt is ofwel indien de vastgestelde feiten, verbonden aan de beroepsbezigheid, erkend worden door de commissaris.

Ongeacht de uitslag van de strafvordering oordeelt de Regering alleen over de toe te passen tuchtstraf.

De Regering is in deze beoordeling gebonden door het materieel karakter van de definitief door de strafrechtelijke beslissing vastgestelde feiten.

Art. 19. De tuchtstraf wordt van ambtswege uit het dossier geschrapt na afloop van een termijn van :

- 1° een jaar voor de terechtwijzing;
- 2° drie jaar voor de afhouding op de wedde.

De in lid 1 bedoelde termijn begint op de dag waarop de tuchtstraf wordt uitgesproken.

HOOFDSTUK V. — *Preventieve schorsing*

Art. 20. § 1. De commissaris mag door de Regering preventief geschorst worden in het belang van de dienst :

- 1° indien hij het voorwerp is van strafrechtelijke vervolgingen;
- 2° indien een tuchtprocedure tegen hem wordt ingesteld door de Regering;
- 3° voor het eventueel uitoefenen van tuchtvervolging.

§ 2. De preventieve schorsing die door dit hoofdstuk wordt ingericht is een louter administratieve maatregel die geen karakter van tuchtstraf heeft.

Ze wordt met redenen omkleed.

Zolang de commissaris preventief geschorst wordt, blijft hij in de administratieve stand van de dienstactiviteit.

§ 3. Wanneer de Regering een maatregel tot voorlopige schorsing in overweging neemt ten opzichte van een commissaris, deelt ze hem dit voornemen mee en vermeldt ze de redenen ervan per aangetekende brief van de post en bewijs van ontvangst. Deze brief bevat een uitnodiging voor de betrokkene om voor een of meer regeringsafgevaardigden te verschijnen. Deze verschijning heeft plaats ten vroegste binnen drie dagen en ten laatste binnen vijftien dagen die volgen op de datum waarop de aangetekende brief hem werd gericht.

De commissaris wordt van zijn ambtsbevoegdheid ontlast zodra hij de aangetekende brief waarvan sprake hierboven, ontvangt.

Bedoelde commissaris mag echter door de Regering onmiddellijk van zijn ambt verwijderd worden indien hij op heterdaad is betrapt of wanneer de feiten die hem worden verweten zo zwaar zijn dat het wenselijk is dat de commissaris onmiddellijk van zijn ambt wordt ontheven.

De commissaris mag tijdens het in lid 1 vermeld verhoor bijgestaan of verdedigd worden door een advocaat of door een verdediger gekozen onder de in werkelijke dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van het onderwijs, of ook door een afgevaardigde van een representatieve vakbond in de zin van het koninklijk besluit d.d. 28 september 1984 ter uitvoering van de wet d.d. 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Binnen drie werkdagen die volgen op de voor het verhoor voorziene dag en zelfs indien de betrokkene of diens vertegenwoordiger niet werd verhoord, deelt de Regering de betrokkene haar beslissing mee. Het niet verschijnen van de betrokkene of van diens vertegenwoordiger belet niet dat de procedure wordt voortgezet.

§ 4. De preventieve schorsing heeft tot gevolg dat de commissaris van zijn ambt wordt verwijderd. Ze mag niet meer dan een jaar duren en vervalt na zes maanden indien de Regering binnen deze termijn geen voorstel tot tuchtraf heeft gedaan.

De maatregel tot preventieve schorsing moet echter het voorwerp zijn van een bevestiging per aangetekende brief om de drie maanden te rekenen vanaf de datum waarop de schorsing uitwerking had.

Bij ontstentenis van bevestiging van de preventieve schorsing binnen de vereiste termijn hervat de betrokken commissaris zijn werk nadat hij per aangetekende brief ten minste tien werkdagen voor de werkelijke hervatting van zijn ambt de Regering verwittigde.

Na ontvangst van deze kennisgeving mag de Regering volgens bovenvermelde procedure de handhaving van de preventieve schorsing bevestigen.

Als uitzondering op lid 1 en lid 2 mag de preventieve schorsing verlengd worden tot het einde van de vordering wanneer gerechtelijke vervolgingen tegen de commissaris worden ingesteld.

Art. 21. De brutowedde van elke preventief geschorste commissaris tegen wie gerechtelijke vervolgingen of een tuchtvordering ingesteld werden wegens een zware tekortkoming waarvoor hij ofwel op heterdaad betrapt is, ofwel waarvoor er bewijskrachtige aanwijzingen van schuld zijn, wordt gehalveerd op gemotiveerde beslissing van de Regering.

Deze beslissing mag niet tot gevolg hebben dat de wedde lager dan het verminderd wordt tot en bedrag lager dan het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop de betrokkene recht zou hebben moest hij het voordeel van het stelsel van maatschappelijke zekerheid voor werknemers genieten.

Art. 22. § 1. De maatregel tot weddevermindering, bepaald in artikel 21, wordt ingetrokken zodra een einde wordt gemaakt aan de preventieve schorsing behalve indien de beslissing betreffende de tuchtvordering tot een ontslag van ambtswege of een afzetting leidt.

Wanneer de beslissing tot weddevermindering wordt ingetrokken, ontvangt de commissaris tegen wie de vordering ingesteld was, de aanvullende wedde die betrekking heeft op de schorsingsperiode.

§ 2. De door de commissaris tijdens de preventieve schorsing geïnde bedragen zijn hem vervallen.

HOOFDSTUK VI. — Definitieve ambtsneerlegging

Art. 23. De commissaris wordt ambtshalve en zonder opzegging van zijn ambt ontheven :

1° indien hij ophoudt aan de voorwaarden te voldoen die bedoeld zijn in artikel 35 van het decreet d.d. 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen;

2° indien hij na een geoorloofde afwezigheid zonder geldige reden nalaat zijn dienst te hervatten en afwezig blijft tijdens een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;

3° indien hij zonder geldige reden zijn betrekking verlaat en afwezig blijft tijdens een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;

4° indien hij in een toestand verkeert waar de toepassing van de burgerlijke en strafwetten tot gevolg heeft dat hij zijn ambt moet neerleggen;

5° indien vastgesteld wordt dat een bestendige arbeidsongeschiktheid erkend overeenkomstig de wet, het decreet of het reglement, hem belet zijn ambt behoorlijk uit te oefenen;

6° indien hij vrijwillig ontslag neemt;

7° indien hij de pensioengerechtigde leeftijd heeft bereikt of wegens lichamelijke ongeschiktheid op pensioen wordt gesteld;

8° indien hij ambtshalve uit zijn ambt ontslagen wordt ofwel overeenkomstig artikel 14 van dit decreet afgezet wordt;

9° indien hij na afloop van de in artikel 13 bepaalde procedure, weigert een einde te maken aan een onverenigbaarheid bedoeld in artikel 37 van het decreet d.d. 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen.

In geval van vrijwillig ontslag mag de commissaris zijn dienst pas opgeven wanneer hij er vooraf toe werd veroorloofd of na een een opzegging van dertig dagen.

HOOFDSTUK VII. — *Administratieve standen*

Art. 24. De commissaris staat in een van de volgende administratieve standen :

- 1° in actieve dienst;
- 2° in de stand van non-activiteit;
- 3° terbeschikkingstelling.

Art. 25. De commissaris wordt altijd geacht in actieve dienst te zijn behalve uitdrukkelijke bepaling die hem in een andere administratieve stand stelt.

Art. 26. De commissaris in dienstactiviteit heeft recht op een wedde en op verhoging in wedde onder dezelfde voorwaarden als het bestuurs- en onderwijzend personeel van de hogescholen van de Franse Gemeenschap.

De commissaris mag onder dezelfde voorwaarden als het bestuurs- en onderwijzend personeel van de hogescholen van de Franse Gemeenschap een verlof verkrijgen, met uitzondering van het verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan.

Art. 27. De commissaris verkeert in de stand van non-activiteit :

- 1° Wanneer hij onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden, in vredetijd, bepaalde militaire verplichtingen vervult of waanneer hij bij de burgerbescherming wordt ingedeeld;
- 2° Wanneer hij om familieredenen gemachtigd is door de Regering om voor een langdurige periode afwezig te zijn.

Art. 28. De commissaris die in de stand van non-activiteit verkeert, heeft geen recht op een wedde behalve andersluidende uitdrukkelijke bepaling.

Art. 29. De commissaris kan niet in de stand van non-activiteit gesteld of gehandhaafd worden na het einde van de maand waar hij de leeftijd van zestig jaar bereikt indien hij dertig jaar toelaatbare diensten telt voor de opening van het recht op een pensioen.

Art. 30. De commissaris kan onder de door de Regering bepaalde voorwaarden ter beschikking worden gesteld :

- 1° wegens bijzondere opdracht;
- 2° wegens persoonlijke aangelegenheden;
- 3° wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen;
- 4° wegens ziekte of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan voor verlof wegens ziekte of gebrekkigheid.

Art. 31. Wedden kunnen worden verleend aan de ter beschikking gestelde commissaris onder de door de Regering bepaalde voorwaarden. Deze wedden zijn onderworpen aan de mobiliteitsregeling welke geldt voor de bezoldiging van de commissarissen in actieve dienst.

Art. 32. De commissaris mag niet ter beschikking worden gesteld of gehandhaafd na het einde van de maand waar hij de leeftijd van zestig jaar bereikt indien hij dertig jaar toelaatbare diensten telt voor de opening van het recht op een pensioen.

De bepaling van lid 1 is niet van toepassing op de wegens speciale opdracht ter beschikking gestelde commissarissen.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 33. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 1, 2, 4 en 5 die op 1 september 1996 uitwerking hebben.

Art. 34. Artikel 38 van het decreet d.d. 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 17 maart 1997.

De Minister-Voorzitter belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, belast met het Onderwijs voor Sociale Promotie,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

**16 DECEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 127 à 129 de la Constitution;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale visant à achever la structure fédérale de l'Etat du 16 juillet 1993 et spécialement l'article 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française,